



Baromètre du Greffé du Tribunal de Commerce de Paris

L'indicateur de la vie économique des entreprises de la Capitale

juillet 2009

■ ■ ■ Bilan de l'économie parisienne à mi été 2009 ■ ■ ■

Ce bilan s'appuie sur les informations des registres légaux tenus par le greffe et sur les jugements prononcés par le Tribunal de commerce de Paris.

Près de 342 000 entreprises sont actives à Paris : à l'issue de juillet 2009, les entreprises inscrites au Registre du commerce et des sociétés sont toujours plus nombreuses. Avec 4 058 entreprises supplémentaires, le nombre des dossiers d'entreprise du RCS augmente de 1,2% par rapport à la même période de 2008.

Le nombre des jugements d'ouverture de procédures de redressement et de liquidation judiciaires augmente de 11% depuis janvier 2009 par rapport à 2008. Les juges ont prononcé l'ouverture de 41 procédures de sauvegarde depuis janvier 2009, contre 8 pendant la même période 2008.

La création d'entreprise offre un panorama contrasté à Paris : Dans la continuité des mois précédents, l'augmentation de 26% des créations de sociétés par actions depuis janvier 2009 compense en partie la poursuite du ralentissement de -18% des immatriculations tout statut juridique confondu au Registre du commerce de Paris en 2009 par rapport à 2008.

Tableau de bord : variation des 7 premiers mois 2009 / 2008	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 341 868 entreprises, soit 4 058 de plus qu'en 2008	+1,2%	
Les immatriculations d'entreprises		-18,2%
<i>dont 11 181 immatriculations de SARL</i>		-16%
Le montant moyen cumulé de l'endettement fiscal des entreprises*		-27%
Le montant moyen cumulé de l'endettement social des entreprises*		-19%
Les jugements d'ouverture de redressements et liquidations judiciaires	+11%	

*Evolution du montant moyen cumulé des déclarations effectuées auprès du Greffe par les administrations fiscales et sociales

■ ■ ■ Création d'entreprises, profil des entités créées et de leurs dirigeants

La création de sociétés par actions de plus en plus dynamique tout au long de 2009.

A contrario de la tendance à la baisse du nombre total des immatriculations au RCS depuis janvier 2009 qui totalise à 18 252 entreprises, soit 18% de moins qu'à l'issue de juillet 2008, les créations de sociétés par actions accélèrent la dynamique initiée à partir de février 2009.

Le statut de SA/SAS génère un nombre grandissant d'immatriculations malgré la crise :

- Avec 2 433 nouvelles sociétés, le total cumulé de nouvelles sociétés par actions augmente de 26% depuis début janvier 2009 par rapport aux 7 premiers mois 2008. La proportion de SA/SAS par rapport au nombre total d'immatriculations augmente de 54% : elle se situait à 9% en juillet 2008 et s'établit à 13% à l'issue du mois de juillet 2009.

Tous les autres statuts juridiques poursuivent leur baisse :

- Avec 11 181 nouvelles SARL immatriculées au RCS depuis janvier 2009, leur nombre est inférieur de 16% à celui des 7 premiers mois de 2008. Néanmoins la forme SARL renforce sa prédominance sur les autres statuts juridiques : elles représentent 61% des immatriculations d'entreprises contre 60% en 2008.



- Les immatriculations sous statut de commerçants-personnes physiques diminuent de 28% depuis janvier 2009 par rapport à 2008. Leur proportion du total des immatriculations est de 5% en 2009 contre 6% en 2008.
- Les créations de SNC s'élèvent à 857 sociétés depuis le mois de janvier 2009, leur nombre diminue de 46% par rapport à la même période de 2008 où 1 934 SNC avaient été immatriculées. Elles représentent 5% des immatriculations du 1^{er} semestre 2009 contre 9% en 2008.
- Les immatriculations de sociétés civiles diminuent en nombre et en proportion du total des immatriculations : leur nombre régresse de 25% en 2009 par rapport à 2008 et leur part du total des immatriculations est de 14% en 2009 contre 15% en 2008.

■ ■ ■ Profil des entités à l'origine de la création d'entreprise

La répartition des créateurs d'entreprises par groupes selon les critères Hommes / Femmes / Personnes morales, au titre des 7 premiers mois 2008 et 2009, met en évidence une évolution de la répartition de ces populations. Si les effectifs de chaque population régressent, le nombre des créateurs d'entreprises hommes et femmes diminue de façon égale mais celui des personnes morales à l'origine d'une immatriculation est affecté d'une plus forte baisse.

Créateur	1 ^{er} semestre	Immatriculations	Evolution annuelle	Pourcentage d'immatriculations par nature du dirigeant
Hommes	2008	14 536	-	65%
	2009	11 995	-17%	66%
Femmes	2008	4 232	-	19%
	2009	3 530	-17%	19%
Personne morale	2008	3 535	-	16%
	2009	2 727	-23%	15%

■ ■ ■ Endettement des entreprises

Le nombre d'inscriptions relatives aux prêts bancaires accordés aux entreprises recueillies par le greffe au mois de juillet 2009 augmente de 3% par rapport au mois de juillet 2008.

Le bilan des 7 premiers mois de 2009 relatif aux investissements des entreprises sur la période de 7 mois indique une baisse globale de 13% du nombre de nantissements de fonds de commerce ou d'outillage et de privilèges du vendeur par rapport à 2008.

Le montant moyen cumulé des inscriptions du fait des organismes fiscaux et sociaux, baisse de 27% vis à vis du Trésor Public pour un montant moyen d'environ 176 068 euros et de 19% vis à vis de la Sécurité sociale soit un montant moyen d'environ 7 147 euros.

■ ■ ■ Procédures judiciaires : injonctions de payer et défaillances d'entreprises

Les juges du Tribunal de commerce ont prononcé 7712 décisions relatives à des procédures en injonction de payer* soit une augmentation de 18% depuis début 2009 par rapport à 2008.

Le Tribunal a rendu 2 477 jugements d'ouvertures de procédures collectives de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaires, soit une augmentation de 15% au titre des 7 premiers mois de 2009 par rapport à 2008. 45 procédures de sauvegarde ont été ouvertes depuis janvier 2009, contre 5 de janvier à juillet 2008.

Le montant du passif moyen cumulé par entreprise en difficulté s'élève à 72 907 euros, soit + 8%.

Le nombre de salariés impactés par une liquidation judiciaire s'élève à 2 638 personnes de janvier à juillet 2009 :

- 30% d'entre elles travaillaient dans le secteur des services aux entreprises
- 12% dans le commerce
- 12% dans l'industrie manufacturière
- 9% dans l'hôtellerie restauration

*L'injonction de payer est une procédure rapide de recouvrement des montants impayés, le dossier de demande est déposé au Greffe et une décision est rendue sous huit jours par le Tribunal.